L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Entre les rues Bienville et Conti.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 4 OCTOBRE 1867.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $16, par semestre, $8; par trimestre, $4.
Prix d'un exemplaire, 10 CENTS.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces translitérées, placées à tour de rôle dans toutes les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces translitérées de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 net le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront sorties prix indiqués ci-dessus pour les sus-dites translitérées, lel escompte qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera pas 25 par cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents nets la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce translitérée doit être payée d'avance

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué, seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de nombreuses annonces seront soldés à la fin de chaque mois.

VOL. VII.—LE-ANNÉE.
VENDREDI MATIN, 4 OCTOBRE.

☞ Voir la liste des navires et steamboats qui ne font que partir, ainsi que les expéditions en grande voie à la page anglaise

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par L. de Steeg & Co—Une belle salle d'encan, No. 80 rue de Conti, grande variété de bottes, souliers et brodequins, meubles, literie, etc., etc.

Par A. Fellows—No. 46 de la rue de Chartres, marchandises sèches, mercerie, lingerie, chaussures, etc., etc., à crédit.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée

Embarras des Radicaux.

Nous empruntons dernièrement un avis du journal de l'illustre Forney, *The Press*, de Philadelphie, avis qui nous a expliqué la faiblesse du suffrage universel comme méthode de reconstruction. Sans le vote des nègres, disait le journaliste radical, le pouvoir échapperait infailliblement aux mains des républicains pour tomber dans celles de leurs adversaires. Cet aveu confirme ce que nous avons dit et souvent répété, à aucune époque, le parti républicain n'a eu la majorité dans le pays, et que ce n'est dans la majorité dans le pays, et que ce n'est que de trois exercices n'ont jamais eu l'approbation de la nation. Arrivé au pouvoir par un vote de minorité, au moyen de la division de ses adversaires, ce parti ne s'y est maintenu qu'en provoquant une guerre bien facile à créer, et en sacrifiant deux millions d'hommes et plusieurs milliards de dollars, non pour sauver l'Union et la Constitution mais pour faire de toutes deux des lettres mortes. Les deux années qui viennent de s'écouler depuis la paix ont fait connaître de la manière la plus irrécusable ce que les quatre années de guerre avaient déjà prouvé, que les républicains morts n'avaient qu'un but—le pouvoir—et qu'un mobile—la curée des places.

La doctrine du suffrage des noirs n'a été imaginée à la dernière heure que comme un levier destiné à soulever de ce qui les habile est nommé la prédestination du pouvoir et ce qui est sacré tout simplement le maintien de la majorité radicale au moyen de l'élément électoral tout entier à la réaction conservatrice des masses du Nord. Les radicaux n'ont même pas eu la pudeur de dégager leurs motifs, et leurs procédés ont présenté le plus singulier exemple de contradiction qu'on puisse imaginer.

Le prétexte dont ils ont couvert leur ingérence dans la détermination des qualités électorales pour les Etats du Sud, a été l'article de la Constitution qui accorde au Congrès le pouvoir de maintenir la forme de gouvernement d'Etat qui n'est pas républicain. On est parti de là pour établir que la vieille Constitution qui n'admettait pas le suffrage universel était anti-républicaine. Or les seuls qui soutiennent cette doctrine essentiellement nouvelle dans la république américaine, représentent les Etats qui nous avaient jusque là mesuré les limites de cette théorie ingénieuse.

A l'heure qu'il est, il n'y a pas encore un seul Etat du Nord où le suffrage universel soit appliqué. Le Massachusetts lui-même ne reconnaît le droit de vote qu'aux gens de couleur qui savent lire et écrire.

Si les radicaux, par une illumination soudaine, eussent été tout d'un coup éclairés sur les mérites du suffrage des noirs, il nous semble qu'ils y gens convaincus du contraire, commencer par le faire à leurs constituants et par en user exclusivement eux. Charité bien ordonnée commence par soi-même. On n'est pas disposé à croire à la sincérité de novateurs qui ne veulent trouver un remède extraordinaire—mais qui peut tuer le malade aussi bien que le guérir, proposent à leurs ennemis d'en faire l'essai, au lieu de l'offrir à leurs propres amis. On s'explique de cette façon de faire ressortir la contradiction dans laquelle était tombée la majorité congressionnelle.

Si l'égalité des droits civils et politiques, l'égalité au scrutin, à l'école, à l'église, est un droit primordial du nègre, peut-on exiger l'application de ce droit au Sud et ne pas l'exiger au Nord? Le dilemme était embarrassant. Les enfants terribles du parti, les fanatiques de la doctrine étaient en faveur de son application partout et toujours. Mais les habiles hommes parent. Les populations du Nord n'étaient pas mûr le jour militaire. Il fallait les consulter et subir un affront au danger qui menaçait de faire de l'égalité des nègres une chose monstrueuse. Ce danger était celui du rejet de cette législation par les électeurs blancs. Déjà, le Connecticut avait repoussé par une majorité de 6000 voix un amendement proposé à la Constitution de l'Etat en faveur du suffrage des noirs. De là ces hésitations dont les conventions d'Etat tenues donnent actuellement le spectacle.

On marche d'une façon honteuse dans les amendements à la Constitution, une clause sur le suffrage une autre, mais on n'ose la soumettre à la ratification du peuple. Cela se passe dans l'Etat de New York. Ailleurs, comme dans l'Ohio, on tergiverse sur l'admission des enfants de couleur aux écoles publiques. A Springsboro, dans le comté de Warren, les directeurs des écoles n'ayant admis 17 négrillons sur les bancs de l'école, sont retenus sur leur décision, elle exaspère les électeurs républicains qui avaient cru à cette tentative audacieuse d'appliquer le bill des droits civils. Or, le peuple de l'Ohio sera prochainement appelé à effacer le mot blanc de sa Constitution, et ces symptômes sont loin d'être favorables aux doctrines radicales.

Il est un fait que les républicains de bonne foi n'oseraient pas démentir, c'est que si les électeurs qui ont le droit de voter pour les membres du Congrès sectionnel actuel, étaient consultés sur la question de l'égalité des noirs au scrutin et à l'école, la majorité de ces électeurs se prononcerait contre cette égalité et cependant, dans tous les Etats même dans le Massachusetts. Il y a là dans le fait lui-même à tirer la preuve c'est que les mesures du Congrès sur la reconstruction n'ont pas l'approbation du peuple des Etats actuellement dans l'Union. La seconde c'est qu'il est odieux de vouloir imposer au peuple du Sud qui compte que le numéro de notre date en sera le vote qui versera pour établir dans cette section la prédominance des noirs, quand le Nord repousse une égalité qui, vu le petit nombre des noirs établis dans cette section ne pourrait donner à ceux-ci aucune influence appréciable dans les élections.

Les radicaux ont été peu sensibles aux critiques dont leurs plans de réforme ont été l'objet de la part des conservateurs, mais peut-être le sort de la loyauté à la condamnation que les populations du Nord ont déjà commencé à prononcer. Le verdict de leurs propres constituants les amènera trop directement dans leur existence pour ne pas en amener un grand nombre à la conscience. Leur triomphe a été trop rapide pour qu'il soit durable. Espérons que leur chute sera plus rapide encore. Nous ne sommes guère habitué de la réaction. D'ici aux élections de novembre 1868 elle aura pris des proportions telles qu'une débâcle du parti radical est facile à prévoir.

ELECTIONS DANS LES CANADAS—Le résultat général des élections qui eurent lieu cet automne dans toute la province de la nouvelle Confédération comprenant les 108 membres favorables au gouvernement et 73 de l'opposition. Les provinces d'Ontario, de la Nouvelle Ecosse et du Nouveau Brunswick sont celles qui ont donné le plus de voix à l'opposition. Sur 116 membres qui les représentaient, 58 combattaient le gouvernement. Quant à la province de Québec, (Bas Canada) où l'influence des prêtres est toute puissante, très peu de représentants libéraux y ont été élus.

Le Parlement canadien se réunira au mois de novembre.

TAXES SUR LE COMMERCE, LES PROFESSIONS, ETC.—Nous publions aujourd'hui un avis de l'Auditeur d'Etat sur le paiement de la taxe affectant le commerce, les professions et occupations à la Nouvelle Orléans. Cette taxe est de 1/4 de 1 pour cent sur les recettes ou ventes brutes, et concerne le semestre finissant le 30 septembre. Un retard dans le paiement de la taxe entraînerait une addition de 20 pour cent au montant comme pénalité. Voyez l'avis.

Le département du Trésor vient de faire savoir pour quatre cent mille dollars de propriétés appartenant à M. Henry Hart, de New-York, dont une des personnes compromises dans les récentes fraudes de whisky. On parle aussi d'une enquête qui serait ouverte sur les actes officiels de M. Meeminer, sous commissaire du revenu de New-York.

PAROISSES ASCENSION.—Nous lisons dans le *Peuple*:

Le district a eu bien hier et aujourd'hui, dans le calme le plus complet. Il est vrai qu'il n'y avait aucun motif de troubler jusqu'ici un parti avant aucun motif de troubler jusqu'ici un parti avant aucun motif de troubler jusqu'ici un parti avant